



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement
Forage d'environ 100 m de profondeur pour une recherche d'eau souterraine
sur la commune de Challain-la-Potherie (49)

Le préfet de la région Pays de la Loire

Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté, du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2023/SGAR/DREAL/165 du 2 mai 2023 portant délégation de signature à madame BEAUVAL, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu l'arrêté de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire N° 2023/DREAL/N°SDR-23-AG-05 du 13 juillet 2023 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale au sein de la DREAL des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2023-7216 relative à un projet de forage sur la commune de Challain-la-Potherie, déposée par la SCEA La Pommeraie, et considérée complète le 28/07/2023 ;

Considérant que le projet consiste à réaliser un forage d'environ 100 mètres de profondeur, au lieu-dit « La Pommeraie » sur la commune de Challain-la-Potherie, pour un prélèvement d'eau annuel de 4 015 m³ par pompage (maximum d'environ 11 m³/jour et de 4 m³/h), pour assurer l'approvisionnement en eau de l'élevage bovin, en remplacement du puits existant, à volume égal ;

Considérant que le terrain de réalisation du projet se situe hors des parties actuellement urbanisées de la commune de Challain-la-Potherie, qui relève du règlement national de l'urbanisme ;

Considérant que le terrain d'implantation du forage n'est concerné par aucun périmètre d'inventaire ou protection réglementaire au titre du patrimoine naturel ou paysager, ni par des périmètres de protection de l'eau destinée à la consommation humaine ;

Considérant que le forage se situe à l'écart de toute zone humide (la plus proche se situe à environ 273 m) et cours d'eau vis-à-vis desquels le rayon d'action du forage pourrait présenter un impact notable ; qu'en cas d'impact avéré sur les niveaux d'eau de la zone humide, le débit de pompage sera réduit ou le forage rebouché ;

Considérant que le forage sera équipé d'un couronnement étanche en ciment à sa surface ; qu'il sera équipé d'un compteur volumétrique ;

Considérant que le projet consiste à prélever des eaux souterraines en zone 7B3 du SDAGE Loire Bretagne, correspondant aux bassins soumis à un plafonnement au niveau actuel des prélèvements à l'étiage ; qu'il est soumis à déclaration au titre des installations, ouvrages, travaux et aménagement, relevant de la rubrique 1.1.1.0 de l'article R.214-1 du code de l'environnement ; qu'il est soumis à déclaration préalable au titre du code minier pour les travaux souterrains de plus de 10 mètres de profondeur ;

Considérant ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

ARRÊTE :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de forage sur la commune de Challain-la-Potherie est dispensé d'étude d'impact.

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas est exigible si ledit projet, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3 :

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCEA La Pommeraie, et publié sur le site Internet de la DREAL Pays de la Loire, thématique évaluation environnementale et développement durable puis, évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le

Pour le préfet de région Pays de la Loire
et par délégation,
pour la directrice régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement,
La cheffe du Service Connaissance des Territoires
et Évaluation (SCTE)

Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement.

Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le recours administratif préalable doit être adressé à :

Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263
Nantes Cedex2

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable.

Il doit être adressé au Tribunal administratif territorialement compétent.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr